

# L'Etat actionnaire veut fructifier son portefeuille

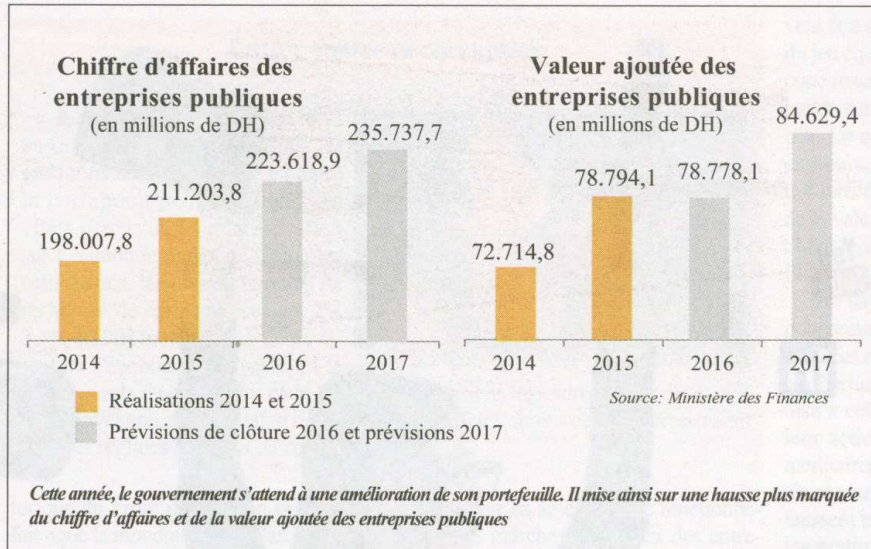
• Il cible une croissance de 5,4% du chiffre d'affaires

• Douze entreprises concentrent 3/4 des investissements

LE gouvernement mise sur les établissements et entreprises publiques. Il s'attend à ce qu'ils améliorent davantage leur contribution à la croissance. A ce titre, leur chiffre d'affaires prévisionnel devrait augmenter de 5,4% par rapport à l'année 2016 pour atteindre 235,7 milliards de DH. Et la valeur ajoutée progresserait de 7%. Ces performances sont en lien avec l'amélioration attendue des résultats de l'ONEE, de RAM, de la Société des Autoroutes du Maroc, de la Conservation foncière, l'ONDA et de l'ONCF. Ceci à travers les investissements mais aussi via les transferts financiers au profit des entreprises en charge des services socio-économiques.

Selon la note de synthèse du ministère des Finances, l'investissement des établissements et entreprises publiques de l'exercice 2017 s'élève à 107 milliards de DH.

Ce montant est en léger retrait par rapport aux prévisions de 2016 (112,6 milliards de DH). Il s'explique, notamment par le repli de l'investisse-



avec la préparation de la loi de finances 2018.

Par secteurs, 90% de l'effort d'investissement est consacré aux infrastructures, aux transports, à l'eau, à l'énergie, aux mines ainsi qu'à l'habitat et aux activités financières. D'où l'étendue de l'intervention des EEP au niveau de la majorité des stratégies et plans sectoriels.

Cette diversité se reflète à travers la composition du portefeuille public. Ce dernier comprend 209 établissements, couvrant majoritairement sept groupes sectoriels opérant dans les domaines

de l'Etat reste concentré autour de 44 entreprises à participation directe du Trésor dont 37 sociétés de grande en-

vergure. Avec en tête OCP, Holding Al Omrane, ADM, CAM, Masen, RAM et Barid Al-Maghrib. Par ailleurs, certains EEP détiennent des filiales ou des participations au nombre total de 462 unités dont 242 sont détenues majoritairement (participation supérieure ou égale à 50%) et 220 de façon minoritaire (participation publique directe et indirecte inférieure à 50%). Le portefeuille public est marqué, également, par une forte présence aux niveaux régional et local avec l'implantation de 170 entreprises et établissements publics, ce qui leur permet de contribuer au

A.G.

## 9 milliards de DH de recettes attendus

LES prévisions des produits provenant des entreprises et établissements publics au titre du projet de loi de finances 2017, sont évaluées à plus de 9 milliards de DH, en hausse de près de 9%.

Cette hausse est liée, principalement à l'augmentation attendue de la contribution de la Conservation foncière, de l'Agence nationale des ports, de BAM et du Holding Al Omrane.

En 2016, les recettes des monopoles et participations ont atteint 8 milliards de DH contre 9 milliards à fin décembre 2015, en baisse de 10,9%. Un recul qui s'explique par la neutralisation de la recette exceptionnelle de 1,7 milliard de DH au titre de l'attribution des licences 4G. □

ment du groupe TMSA, de l'ONCF et des Régies de distribution, du fait de l'achèvement de plusieurs de leurs projets. Il reste toutefois, porté par une douzaine d'entreprises à raison de 75%. Et cinq d'entre elles en concentrent 58%. Il s'agit du groupe CDG (18 milliards de DH), de l'OCP (17,3 milliards), de l'ONEE (14,1 milliards), du Holding Al Omrane (7 milliards) et de l'ONCF (6 milliards de DH). Une évaluation de la situation des projets devrait s'opérer, dès ce mois de juin

clés de l'économie nationale: agriculture, santé, éducation, urbanisme et aménagement, infrastructures, énergie, tourisme et secteur financier. A noter qu'en 2016 et avec l'entrée en vigueur du nouveau découpage régional, le nombre des Académies régionales d'éducation et de formation a été réduit de 16 à 12. Par ailleurs, le portefeuille a été étoffé par la création de l'Agence marocaine pour la sécurité et la sûreté dans les domaines nucléaires et radiologiques. Mais l'essentiel du portefeuille